

Atelier régional de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) pour l'Afrique (2025)



RAPPORT 26-29 août 2025, Brazzaville (République du Congo)

Contenu

1. Ouverture de la session et introduction.....	4
2. Organisation des réunions.....	4
2.1. Élection du président et du rapporteur	5
2.2. Adoption de l'ordre du jour	5
3. Questions administratives.....	5
3.1. Liste des Participants et informations de sécurité.....	5
4. Mises à jour sur la gouvernance et les enjeux stratégiques	6
4.1. Gouvernance et stratégie (CPM, CPM Bureau).....	6
4.2. Mise à jour du Comité des normes (CS).....	6
4.3. Mise à jour de la commission de la mise en œuvre et du développement des capacités (CI)	6
4.4. Prise de contact avec le Groupe FG de la CPM sur le changement climatique et les questions phytosanitaires.....	6
4.5. Prise de contact avec CPM FG sur les conteneurs maritimes.....	7
4.6. Prise de contact avec le CPM FG sur la santé des végétaux dans le cadre de l'approche « Une seule santé ».....	7
5. Procédures normatives et projets de normes soumis à consultation.....	7
5.1. Processus d'établissement des normes	7
5.2. Projet de NIMP dans le cadre de la 1ère consultation : Projet d'annexe Mouvements internationaux de fruits frais de banane (<i>Musa spp.</i>) (2023-028) à la NIMP 46 (Normes spécifiques à chaque produit pour les mesures phytosanitaires)	7
5.3. Projet de NIMP en cours de 1ère consultation : Projet d'annexe Mouvements internationaux de taro frais (<i>Colocasia esculenta</i>) destinés à la consommation (2023-023) vers la NIMP 46 (Normes spécifiques aux produits pour les mesures phytosanitaires)	8
5.4. Projet de NIMP dans le cadre de la 2e consultation : Projet de révision de la NIMP 26 (Établissement et maintien de zones exemptes d'organismes nuisibles pour les mouches des fruits (<i>Tephritidae</i>)) (2021-010).....	9
5.5. Projet de NIMP dans le cadre de la 2e consultation : Projet d'annexe Inspection sur le terrain (2021-018) à la NIMP 23 (Lignes directrices pour l'inspection)....	9
5.6. Projet de cahier des charges pour les NIMP en consultation : annexe Audits à distance de la NIMP 47 (audit dans le contexte phytosanitaire)	10
5.7. Projet de cahier des charges pour les NIMP en consultation : révision de la NIMP 12 (certificats phytosanitaires)	10
5.8. Projet de spécification pour les NIMP en consultation : révision de la NIMP 23 (lignes directrices pour le contrôle).....	11
5.9. Discussion sur la nécessité de repenser les NIMP	11
6. Mise en œuvre et sensibilisation dans le cadre des ORPV de la FAO et des ORPV	12
6.1. Résoudre les problèmes phytosanitaires pour améliorer l'accès aux marchés en Afrique australe	12
6.2. Point sur les activités de l'IAPSC de l'UA	12
6.3. Surveillance et gestion des mouches des fruits.....	13

6.4. Rapport sur les invasions de chenilles légionnaires et de criquets pèlerins en Afrique australe	13
6.5. Flétrissure de Goss du maïs : considérations phytosanitaires et stratégies de lutte	13
6.6. Prise en charge d' <i>Antigastra catalaunalis</i>	14
6.7. Activités de CPAC.....	14
6.8. Appel à thèmes de la CIPV : enseignements tirés et soumissions de thèmes à l'avenir	14
6.9. Identification des problèmes régionaux de mise en œuvre de la CIPV à partager avec le CI.....	15
6.10. Collaboration avec les parties prenantes et les partenaires nationaux :	15
7. Passer ensemble de l'idée à l'action	16
7.1. La solution ePhyto de la CIPV	16
7.2. Campus de la santé des végétaux de la CIPV	16
7.3. Mise à jour sur la coordination mondiale TR4	16
7.4. Commerce électronique (résultats préliminaires de l'étude de l'Observatoire de la CIPV sur le commerce électronique)	17
7.5. Évaluations des capacités phytosanitaires (ECP) et derniers développements.....	17
7.6. Obligations nationales en matière de rapports	17
7.7. Observatoire de la CIPV – aperçu du questionnaire de la troisième enquête générale de la CIPV	17
7.8. Programme phytosanitaire pour l'Afrique (PPA).....	17
7.9. Activité sur le terrain	18
8. Conclusions de l'atelier.....	18
9. Évaluation de l'atelier	18
10. Dates et lieu du prochain atelier régional	18
11. Adoption des recommandations de la réunion	19
12. Clôture de l'atelier	22
Annexe 1 : Ordre du jour.....	24
Annexe 2 : Liste des participants.....	27

1. Ouverture de la session et introduction

- [1] L'atelier régional de la CIPV pour l'Afrique s'est tenu du 26 au 29 août 2025, au Grand Hôtel de Kintélé à Brazzaville, en République du Congo. Le secrétariat de la CIPV a organisé l'atelier en collaboration avec le Conseil phytosanitaire interafricain de l'Union africaine (UA-IAPSC), le Bureau de la FAO en République du Congo et le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche de la République du Congo.
- [2] 56 participants ont assisté à l'atelier. Il s'agissait notamment des délégués des Parties contractantes, des représentants du Comité des normes (CN) et du Comité de la mise en œuvre et du développement des capacités (CI), du personnel des bureaux de la FAO, des représentants d'organisations nationales et internationales et des acteurs du secteur privé de la République du Congo.
- [3] Les ateliers régionaux ont trois objectifs principaux :
- 1) Les pays de la région discutent et commentent les projets de NIMP, les spécifications des normes internationales relatives aux mesures phytosanitaires, les recommandations de la Commission des mesures phytosanitaires et les projets de documents de mise en œuvre.
 - 2) Les pays renforcent leurs capacités phytosanitaires et s'informent sur les ressources techniques qui soutiennent la mise en œuvre de la CIPV et des NIMP.
 - 3) Les participants échangent des informations, échangent des bonnes pratiques et discutent de leurs expériences nationales et régionales en matière de mise en œuvre.

2. Organisation de la réunion

- [4] La cérémonie d'ouverture a été marquée par quatre discours.
- [5] Beth BECHDOL, Directrice générale adjointe de la FAO, a ouvert l'atelier régional de la CIPV 2025 par visioconférence, notant son alignement sur le 80^e anniversaire de la FAO et soulignant le rôle central de la protection des végétaux dans la sécurité alimentaire. Elle a souligné que l'objectif de l'atelier était de renforcer les capacités de mise en œuvre des normes internationales et de faciliter l'échange de connaissances entre les organisations de protection des végétaux. Elle a marqué l'urgence croissante de la coopération régionale compte tenu de l'escalade des menaces liées au changement climatique, à l'expansion du commerce mondial et aux organismes nuisibles émergents. L'ordre du jour comprend l'examen des projets de normes pour des produits tels que la banane et le taro, la résolution des problèmes de mise en œuvre et la discussion des solutions émergentes. Elle a aussi souligné que l'expertise régionale des participants est essentielle pour développer un système phytosanitaire mondial adaptatif et fondé sur la science.
- [6] Jeannot MBOUROU, Directeur Général du Comité Inter-États des Pesticides de l'Afrique centrale (CPAC), a souhaité la bienvenue aux participants et a exprimé sa gratitude à la République du Congo en tant que pays hôte. Il a mentionné que le mandat du CPAC est d'aider ses États membres à renforcer les systèmes phytosanitaires alignés sur les normes internationales, notant l'importance de l'agriculture pour les moyens de subsistance régionaux et sa vulnérabilité aux organismes nuisibles, au changement climatique et à la faiblesse des contrôles. Il a souligné la stratégie du CPAC visant à stimuler la productivité, à améliorer la qualité, à réduire les pertes et à minimiser les impacts environnementaux, et a appelé les ONPV à respecter les normes internationales pour prévenir les incursions coûteuses de ravageurs. Il a réaffirmé l'engagement du CPAC en faveur de la coopération régionale et a encouragé les participants à contribuer activement aux discussions de l'atelier.

- [7] Saliou NIASSY, Coordonnateur du Conseil phytosanitaire interafricain de l'Union africaine (UA-AIPSC), a exprimé sa gratitude à la CIPV et à la FAO pour leur collaboration et leurs efforts dans l'organisation de l'Atelier régional africain. Il a souligné l'importance de la solidarité à travers le continent africain pour se soutenir mutuellement dans la lutte contre les ravageurs et les espèces envahissantes. M. NIASSY a souligné que l'atelier de cette année offre une occasion précieuse de discuter des questions de santé des végétaux en s'appuyant sur la science et en s'alignant sur le cadre stratégique de la CIPV. Il a en outre encouragé les ONPV et les pays à renforcer leur collaboration dans la promotion de la santé des végétaux dans la région.
- [8] Au nom de S.E.M. Paul Valentin NGOBO, Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Pascal Robin ONGOKA, Directeur de Cabinet, a souhaité la bienvenue aux participants à l'Atelier régional de la CIPV pour l'Afrique. Il a souligné que les plantes sont le fondement de la vie et de la sécurité alimentaire, fournissant 80 % de la nourriture consommée et 98 % de l'oxygène produit, mais que les ravageurs détruisent jusqu'à 40 % des cultures chaque année, causant des pertes mondiales estimées à plus de 220 milliards de dollars. Il a souligné que le changement climatique et l'augmentation du commerce accélèrent la propagation de nouveaux ravageurs et de nouvelles maladies, menaçant la biodiversité, les moyens de subsistance ruraux et la stabilité économique.
- [9] Il a souligné la vision du Président de la République du Congo, S.E. Denis SASSOU NGUESSO, dans la promotion des Zones Agricoles Protégées (ZAP) à l'échelle nationale, mises en œuvre par le Ministre en charge de l'Agriculture, comme une mesure clé pour renforcer la résilience agricole. L'atelier a été décrit comme opportun, offrant une plateforme pour des recommandations collectives sur les projets de NIMP, la facilitation du commerce et la protection de l'environnement. Il a exhorté les participants à faire preuve de détermination et de professionnalisme pour garantir des résultats fructueux. Il a conclu son discours en exprimant sa gratitude au Secrétariat de la CIPV, au CPI de l'UA, à la FAO-Congo et à tous les contributeurs, avant de déclarer officiellement l'ouverture de l'atelier.
- [10] Les participants se sont présentés en indiquant leur nom, pays et affiliation institutionnelle. Les introductions ont reflété la large représentation régionale et ont donné un ton collaboratif à l'atelier.
- [11] La cérémonie d'ouverture s'est terminée par la traditionnelle photo de groupe.

2.1. Élection du président et du rapporteur

- [12] Bienvenu NTSOUANVA (République du Congo) a été élu Président de la réunion. Danin Glory Flancel BASSA NGOUALLA (République du Congo), Rodax OKANDZE (République du Congo), Olive Parfaite BOUDZOUMOU MASSIKA (République du Congo) et Glodie Emnick SAMBA TSIKA BAKAMOV (République du Congo) ont été élus rapporteurs de la réunion.

2.2. Adoption de l'ordre du jour

- [13] L'ordre du jour de la réunion a été adopté sans amendement. L'ordre du jour est joint au rapport de l'atelier régional figurant à l'annexe 1.

3. Questions administratives

3.1. Liste des Participants et informations de sécurité.

- [14] La liste des participants est jointe au rapport de l'atelier régional figurant à l'annexe 2.
- [15] Les participants ont reçu des informations de sécurité concernant leur séjour en République du Congo. Il leur a été conseillé de rester vigilants, de prendre les précautions appropriées et d'éviter d'exposer des objets de valeur ou des comportements qui pourraient attirer une attention indésirable. Le briefing a souligné l'importance de faire preuve de prudence dans les lieux publics et de suivre

les directives locales pour minimiser les risques. Il a été rappelé aux participants que l'adoption de mesures prudentes contribuerait à assurer leur sécurité et leur bien-être tout au long de l'atelier.

4. Mises à jour sur la gouvernance et les enjeux stratégiques

4.1. Gouvernance et stratégie (CPM, CPM Bureau)

- [16] Le secrétariat a donné un aperçu des questions de gouvernance et de stratégie, y compris des mises à jour sur la mise en œuvre du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030. Des progrès ont été soulignés en ce qui concerne les initiatives transversales, telles que l'amélioration de l'engagement des parties contractantes et le renforcement de la collaboration avec les organisations régionales de protection des végétaux. Il a été rappelé aux participants l'importance d'aligner les stratégies nationales sur les points du programme de développement du Cadre. La session a mis l'accent sur la responsabilité collective pour maintenir la pertinence et l'impact de la CIPV à l'échelle mondiale.

4.2. Mise à jour du Comité des normes (CN)

- [17] Le Comité des normes (CN) a rendu compte de son programme de travail pour 2025, y compris l'approbation de plusieurs projets de normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) aux fins de consultation. Les principaux problèmes comprenaient les révisions de la NIMP 12 (Certificats phytosanitaires), de la NIMP 23 (Directives pour l'inspection) et de la NIMP 26 (Zones exemptes de mouches des fruits). Le Comité a également élaboré une stratégie d'évaluation des sujets soumis dans le cadre de l'appel ouvert en cours, afin d'assurer une plus grande transparence et une priorisation des propositions. En outre, le Comité permanent a mis sur pied un groupe de travail sur l'amélioration de la clarté et de l'accessibilité des NIMP. Les Parties contractantes ont été encouragées à apporter en temps voulu des contributions substantielles sur les projets de NIMP et à soumettre de nouvelles propositions de thèmes qui abordent les défis phytosanitaires émergents.
- [18] L'Atelier a reconnu et exprimé son appréciation pour le travail précieux et l'engagement de Mme Alphonsine Louhouari TOKOZABA (République du Congo), qui a récemment terminé son mandat en tant que membre du CN. Ses contributions ont été reconnues comme le reflet de l'engagement actif de l'Afrique dans le processus d'établissement des normes.

4.3. Mise à jour de la commission de la mise en œuvre et du développement des capacités (CI)

- [19] Le CI a présenté les progrès accomplis dans le soutien aux parties contractantes pour la mise en œuvre de la CIPV et le développement des capacités. Les mises à jour ont porté sur la certification phytosanitaire électronique (ePhyto), les voies de gestion des risques liés au commerce électronique, les systèmes d'alerte aux épidémies de ravageurs et l'autorisation par des tiers. Le Comité a également fait avancer les travaux sur le Campus de la santé des végétaux de la CIPV et les études de l'observatoire sur le commerce électronique et la résistance aux antimicrobiens. Des problèmes de ressources ont été soulignés, ainsi que l'importance d'une collaboration accrue avec le Comité des normes.

4.4. Groupe de réflexion de la CPM sur le changement climatique et les questions phytosanitaires

- [20] Le secrétariat a présenté le Groupe de réflexion sur les changements climatiques et les questions phytosanitaires (FG-CCPI) et a fait part de ses réalisations, notamment la publication d'une ressource technique sur les impacts des changements climatiques, l'organisation de webinaires et les contributions aux révisions des NIMP 2 et 11. Une page web dédiée au changement climatique et à la santé des végétaux a été lancée pour consolider les ressources. Les tâches en cours pour

2025-2026 comprennent l'achèvement du Plan d'action sur les impacts du changement climatique sur la santé des végétaux et la proposition d'une session de la CMP-20 sur le changement climatique. Le Groupe a souligné l'importance d'intégrer les considérations climatiques dans les activités de la CIPV afin de renforcer la résilience.

4.5. Groupe de réflexion de la CPM sur les conteneurs maritimes

- [21] Le Groupe de réflexion sur les conteneurs maritimes (FGSC) a rendu compte de son mandat prolongé jusqu'en 2027 et de l'évaluation en cours de la Recommandation 06 de la CMP sur les conteneurs maritimes. Un symposium international à Rotterdam a examiné les modifications apportées à la conception des conteneurs, montrant une réduction de la contamination par les organismes nuisibles dans les conteneurs modifiés. Le Groupe continue d'explorer des mesures réglementaires et non réglementaires, y compris des approches en matière de responsabilité de conservation et des révisions du Code des unités de transport de marchandises (CTU). Les Parties contractantes ont été invitées à partager les données d'inspection et d'interception à l'appui de recommandations fondées sur des données factuelles.

4.6. Groupe de réflexion de la CPM sur la santé des végétaux dans le cadre de l'approche « Une seule santé »

- [22] Le Groupe de réflexion sur la santé des végétaux dans le cadre de l'approche « Une seule santé » a présenté ses activités à la suite de sa création à la CMP-18. À ce jour, les travaux ont porté sur une étude préliminaire sur les contributions de la santé des végétaux à l'approche « Une seule santé », des études de cas réalisées par les parties contractantes de la CIPV et une coordination avec les organes compétents de la FAO et des Nations Unies. La session scientifique de la CMP-19 a mis en évidence les liens entre la santé des plantes, des animaux, de l'homme et des écosystèmes, avec une discussion spécifique sur la résistance aux antimicrobiens. Le Groupe a été chargé d'étudier la faisabilité d'une recommandation relative à la CMP et de renforcer l'engagement de la CIPV dans les initiatives « Une seule santé ».
- [23] Les participants ont demandé des éclaircissements sur les critères appliqués par le Groupe spécialisé sur les conteneurs maritimes (FGSC) pour garantir la propreté des conteneurs, qui comprennent des caractéristiques de conception des conteneurs, des exigences strictes de propreté en vertu du Code CTU et une responsabilité de conservation tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Des questions ont également été soulevées sur la hiérarchisation des nouvelles propositions thématiques de la CIPV, qui sont évaluées en fonction de leur alignement sur le Cadre stratégique de la CIPV, de leur faisabilité, de leur pertinence mondiale et de la disponibilité d'informations complémentaires. En ce qui concerne l'approche « Une seule santé », le Secrétariat a expliqué que les pays sont encouragés à intégrer la santé des végétaux dans leurs stratégies nationales « Une seule santé », à renforcer la collaboration intersectorielle et à partager des études de cas par le biais de la CIPV afin de soutenir la coordination mondiale.

5. Procédures normatives et projets de normes soumis à consultation

5.1. Processus d'élaboration des normes

- [24] La vidéo présentant les principales étapes du processus de développement de la CIPV a été projetée. La vidéo est disponible au lien suivant : <https://www.youtube.com/watch?v=W8zeiLFG--8>

5.2. Projet de NIMP dans le cadre de la 1ère consultation : Projet d'annexe Mouvements internationaux de fruits frais de banane (*Musa spp.*) (2023-028) à

la NIMP 46 (Normes spécifiques à chaque produit pour les mesures phytosanitaires)

[25] Le projet d'annexe prévoit des mesures phytosanitaires spécifiques pour *Musa* spp. afin de prévenir la propagation d'organismes nuisibles réglementés lors du commerce international. Elle s'appuie sur la NIMP 37 et décrit les associations hôte-ravageur, les exigences en matière d'inspection et les approches systémiques. Les parties contractantes ont été invitées à examiner sa faisabilité technique et à formuler des observations au cours de la période de consultation.

[26] Les participants ont formulé plusieurs observations techniques sur le projet d'annexe :

- a) Au titre de la section 2, il a été recommandé que le Comité des Normes (CN) envisage d'inclure les régimes de bananes dans le commerce international.
- b) Dans la section 2 (tableau 1), les participants ont proposé de normaliser les références taxonomiques et d'inclure les organismes nuisibles d'intérêt régional. Ils ont souligné la nécessité d'un mécanisme permettant de mettre à jour régulièrement les listes d'organismes nuisibles afin de tenir compte des organismes nuisibles émergents tels que *Fusarium oxysporum* f. sp. *cubense* Tropical Race 4 (TR4) et *Bactrocera dorsalis*, notant que les listes statiques deviennent rapidement obsolètes.
- c) À la section 4 (tableau 3), les participants ont recommandé que l'équivalence des mesures soit explicitement soulignée afin de permettre aux ONPV d'appliquer les options de gestion des risques. Ils ont demandé des orientations techniques ou des seuils pour déterminer la maturité physiologique acceptable (par exemple, « vert dur ») et des méthodes d'essai harmonisées, car la référence actuelle à un « stade physiologique spécifique » est ambiguë.
- d) À la section 4 (tableau 5), les participants ont souligné la nécessité de tenir compte des problèmes de diagnostic et de capacité dans la mise en œuvre des approches systémiques. Ils ont encouragé l'harmonisation régionale pour faire en sorte que les pays ayant des capacités limitées puissent se conformer sans restriction commerciales indues. Enfin, le groupe a proposé de supprimer les références régionales, étant donné que les normes et les matériels de mise en œuvre sont élaborés à l'échelle mondiale.

5.3. Projet de NIMP en cours de 1ère consultation : Projet d'annexe Mouvements internationaux de taro frais (*Colocasia esculenta*) destinés à la consommation (2023-023) vers la NIMP 46 (Normes spécifiques aux produits pour les mesures phytosanitaires)

[27] Le projet d'annexe établit des exigences pour les exportations de taro, en mettant l'accent sur l'atténuation des risques phytosanitaires et le respect des mesures phytosanitaires des pays importateurs. Il comprend des approches de gestion du risque phytosanitaire, des options d'inspection et de traitement, ainsi que des exigences en matière de documentation. Il a été noté que le projet a été approuvé par le CN pour consultation et qu'il sera révisé à nouveau sur la base des commentaires des pays.

[28] Les participants ont fait les observations suivantes :

- a) Dans la section 3 (tableau 1), les références taxonomiques devraient être normalisées.
- b) Dans le cas de *Radopholus similis*, les participants ont proposé d'ajouter un traitement à l'eau chaude après la récolte et des protocoles de nettoyage obligatoires pour compléter l'échantillonnage avant la récolte et les analyses en laboratoire, car les nématodes et le sol peuvent rester dans les crevasses des cornes.

- c) Ils ont demandé des éclaircissements sur la question de savoir si des tests diagnostiques sont nécessaires en plus de l'ablation de la base du pétiole lorsque des virus sont présents dans le pays d'origine, notant que les virus sont systémiques et ne peuvent pas être éliminés uniquement par le parage.
- d) À la section 4 (tableau 2), les participants ont recommandé d'inclure une exigence obligatoire selon laquelle les bulbes doivent être exempts de sol à l'exportation (brossage, lavage ou l'équivalent), car le sol peut abriter des ravageurs et des agents pathogènes.
- e) Ils ont conseillé de supprimer les références au bromure de méthyle (BrM), compte tenu de sa toxicité élevée et de son inadéquation aux produits de consommation.
- f) À l'annexe 1, les participants ont proposé d'utiliser le diagramme de la première version de l'ébauche de la NIMP, car il fournissait des renseignements plus clairs avec les emplacements étiquetés

5.4. Projet de NIMP dans le cadre de la 2e consultation : Projet de révision de la NIMP 26 (Établissement et maintien de zones exemptes d'organismes nuisibles pour les mouches des fruits (Tephritidae)) (2021-010)

[29] Le projet de révision de la NIMP 26 met à jour les exigences relatives à l'établissement de zones exemptes d'organismes nuisibles pour les mouches des fruits (*Tephritidae*). Les principales révisions comprennent des changements de terminologie, la clarification du rôle de la technique des insectes stériles et la suppression des délais peu pratiques. Les annexes ont été réorganisées pour conserver les informations techniques essentielles. Le Comité a décidé de ne pas annexer la NIMP 26 à la NIMP 4 à ce stade, et la norme fait l'objet d'une deuxième consultation.

[30] Les participants ont appuyé les révisions, mais ont proposé des ajustements :

- a) Le titre devrait être modifié en « Établissement et maintien de zones exemptes de ravageurs pour la certification des mouches des fruits téphritidés » afin de mettre l'accent sur le contexte commercial.
- b) Dans la section 4, les participants ont proposé de supprimer les références aux termes « commercial » et « non commercial » et de s'aligner plutôt sur la NIMP 37 en faisant référence aux espèces hôtes. Ils ont suggéré d'insérer une référence aux « critères décrits dans la NIMP 37 (Détermination du statut d'hôte des fruits pour les mouches des fruits (*Tephritidae*)) ».
- c) Dans la section 5.3, ils ont demandé des éclaircissements sur la largeur minimale des zones tampons dans les paysages de production dominés par les petits exploitants, en insistant sur la nécessité de tenir compte de la connectivité du paysage et de la pression des ravageurs, en particulier dans les vergers fragmentés.

5.5. Projet de NIMP dans le cadre de la 2e consultation : Projet d'annexe Inspection sur le terrain (2021-018) à la NIMP 23 (Lignes directrices pour l'inspection)

[31] L'annexe énonce les exigences relatives à l'inspection sur le terrain à titre de mesure phytosanitaire visant à vérifier l'absence d'organismes nuisibles et la conformité aux exigences phytosanitaires. Les révisions ont permis de rationaliser le texte, de clarifier les objectifs et d'harmoniser la terminologie. Le Comité a confirmé que l'annexe devrait rester sous la NIMP 23, tandis qu'une révision complète de la NIMP 23 est également en cours.

[32] Les participants ont proposé les améliorations suivantes :

- a) Des éclaircissements devraient être fournis sur les plans d'échantillonnage à appliquer dans les inspections sur le terrain, à l'instar des méthodes décrites dans la NIMP 31 pour les envois.
- b) Le projet devrait séparer explicitement les responsabilités des ONPV et de l'industrie : les exportateurs sont responsables de la production des envois exempts d'organismes nuisibles, tandis que les ONPV vérifient la conformité. Sans cette distinction, des litiges en matière de responsabilité peuvent survenir lorsque des organismes nuisibles sont interceptés aux frontières.
- c) Dans le champ d'application, il convient de préciser si les inspections ciblent les organismes de quarantaine ou les organismes non de quarantaine mais surveillés.
- d) Une définition de la notion de « phase dormante » devrait être ajoutée à la NIMP 5.

5.6. Projet de cahier des charges pour les NIMP en consultation : annexe Audits à distance de la NIMP 47 (audit dans le contexte phytosanitaire)

[33] Le projet de spécification introduit des orientations pour les audits à distance en complément de la NIMP 47. Les audits à distance sont destinés aux situations où les audits en personne ne sont pas pratiques, offrant flexibilité et continuité. L'annexe décrira les méthodologies, les avantages, les limites et les risques, et fera l'objet d'une consultation jusqu'au 30 septembre 2025.

[34] Les principaux commentaires comprenaient :

- a) Dans la section « Raison de l'annexe à la norme », les participants ont recommandé d'inclure explicitement les épidémies de ravageurs comme des scénarios pouvant nécessiter des audits à distance, ainsi que les situations d'urgence, les contraintes financières et les restrictions de voyage.
- b) Dans le cadre de la portée, ils ont proposé de préciser que les vérifications à distance peuvent inclure des exploitants privés autorisés par l'ONPV, tant au pays qu'à l'étranger.
- c) Pour la « tâche », les participants ont recommandé une définition plus claire de l'« audit à distance » comme un audit réalisé partiellement ou entièrement à l'aide des TIC sans présence physique, en le distinguant des examens automatisés.
- d) Ils ont suggéré d'ajouter des références explicites aux risques et à limitations telles que l'instabilité de l'Internet, les interruptions de courant et les différences de fuseau horaire, qui sont critiques dans les contextes des pays en développement.
- e) Des exigences minimales de sécurité TIC devraient être incluses, couvrant la transmission, l'enregistrement et le stockage des données, afin de protéger les informations phytosanitaires sensibles.

5.7. Projet de cahier des charges pour les NIMP en consultation : révision de la NIMP 12 (certificats phytosanitaires)

[35] La révision de la NIMP 12 vise à harmoniser les exigences relatives aux certificats phytosanitaires papiers et électroniques (ePhytos). Il clarifie les procédures de réexportation, de stockage à long terme et d'inspections multiples, et assure l'uniformité des mesures de sécurité et d'authentification. Le cahier des charges est en consultation jusqu'au 30 septembre 2025.

[36] Les participants ont noté :

- a) La révision devrait fournir des instructions claires sur les responsabilités de l'ONPV en matière d'inspections de réexportation et établir des protocoles de vérification normalisés pour détecter les certificats phytosanitaires frauduleux, y compris l'utilisation de codes QR et le filigrane.
- b) Pour harmoniser les certificats papiers et électroniques, le projet doit tenir compte des différences techniques, institutionnelles et stratégiques entre les pays afin d'assurer la sécurité numérique.

5.8. Projet de spécification pour les NIMP en consultation : révision de la NIMP 23 (lignes directrices pour le contrôle)

- [37] La révision met à jour la NIMP 23 afin de l'aligner sur les définitions actuelles de la NIMP 5 et les pratiques d'inspection modernes. Il clarifie les procédures d'inspection et de conformité, intègre la prochaine annexe sur l'inspection sur le terrain et assure l'uniformité entre les normes.
- [38] Les participants ont proposé qu'en plus des contrôles documentaires et de la vérification de l'identité, les aspects sanitaires soient explicitement pris en compte dans le processus d'inspection.

5.9. Discussion sur la nécessité de repenser les NIMP

- [39] Le Secrétariat a présenté le point de l'ordre du jour consacré à la refonte des Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP), faisant état des discussions en cours sur leur lisibilité, leur clarté et leur accessibilité. La présentation a souligné les défis actuels, tels que la complexité technique, les textes longs et les difficultés d'interprétation et de traduction. Les options proposées pour l'amélioration comprenaient la rédaction de NIMP en langage simple, la restructuration du contenu et l'utilisation de résumés, d'outils numériques ou de formats superposés pour faciliter l'utilisation des normes.
- [40] Les participants se sont félicités de l'initiative et ont souligné qu'il importait de repenser les NIMP pour s'assurer qu'elles soient non seulement techniquement solides, mais aussi accessibles à toutes les Parties contractantes. Il a été souligné que si le contenu des NIMP est solide, de nombreuses normes nécessitent une lecture approfondie avant que leurs exigences puissent être pleinement comprises. Pour améliorer la convivialité, les participants ont souligné que les NIMP devraient commencer par des résumés concis qui décrivent clairement leur objectif et leurs principales exigences, permettant aux lecteurs de comprendre rapidement l'intention de la norme avant de s'engager dans le texte détaillé.
- [41] La région africaine a en outre souligné la nécessité d'une plus grande représentation dans les étapes de rédaction des NIMP, notant que les exigences et les défis spécifiques auxquels sont confrontées les ONPV africaines sont souvent sous-représentés. Des questions ont été soulevées sur la façon dont les normes sont interprétées et sur la question de savoir si tous les pays ont la même capacité de les appliquer une fois adoptées. Pour remédier à cette situation, les participants ont encouragé les ONPV africaines à renforcer la collaboration avec les parties prenantes externes, notamment les universités, les institutions de recherche et l'industrie, afin de regrouper les commentaires substantiels et techniquement éclairés lors des consultations.
- [42] Les participants ont également souligné le rôle crucial des points de contact officiels de la CIPV en tant que lien entre la CIPV et les parties contractantes. Les points de contact devraient assurer la diffusion en temps opportun de l'information aux parties prenantes nationales, ce qui permettrait une sensibilisation et une participation plus larges au processus d'élaboration des normes. Il a également été noté que l'Afrique disposait d'organismes régionaux de normalisation et que leur expérience et leurs résultats devraient être mieux exploités pour aligner les normes nationales et régionales sur les normes internationales.

[43] Les recommandations formulées par l'Atelier régional africain sont mises en évidence à la section 11, Adoption des recommandations de la réunion.

6. Mise en œuvre et sensibilisation dans le cadre des ORPV de la FAO et des ORPV

6.1. Résoudre les problèmes phytosanitaires pour améliorer l'accès aux marchés en Afrique australe

[44] L'atelier a reçu une mise à jour détaillée sur le projet financé par l'UE Appui à l'opérationnalisation de la politique agricole régionale de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), phase I (2019-2024), mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en collaboration avec le Secrétariat de la SADC et 16 États membres. Doté d'un budget de 7,77 millions de dollars, le projet a élaboré et ratifié cinq stratégies régionales de lutte contre les ravageurs (chenille légionnaire d'automne, mineuse des feuilles de la tomate, *mouche des fruits Bactrocera dorsalis*, fusariose du bananier de race tropicale 4 (TR4) et nécrose létale du maïs), formé 876 membres du personnel des organisations nationales de protection des végétaux (ONPV), renforcé les laboratoires, les outils de surveillance (y compris les drones et les pièges à phéromones), et la capacité d'analyse du risque phytosanitaire. Parmi les réalisations, citons l'accès de la Tanzanie au marché de l'avocat à l'Inde, à l'Afrique du Sud et à la Chine, et l'exportation de myrtilles de la Namibie vers l'UE. STOSAR a également produit des notes d'orientation clés, élaboré un guide régional pour l'inspection et la prise de décision en matière d'importation et d'exportation de produits phytosanitaires, et co-organisé une conférence internationale sur la fusariose TR4. La phase II (2024-2028), dotée d'un investissement de l'UE de 10 millions de dollars, étendra le soutien en déployant le système national générique ePhyto (GeNS), en mettant en place des systèmes numériques de surveillance des ravageurs, en empêchant la propagation du TR4 et de la flétrissure de Goss, et en élaborant des plans d'action pour l'accès aux marchés dans tous les États membres de la SADC. Les leçons apprises ont mis en évidence la valeur des partenariats avec les centres d'excellence (ARC, Université Eduardo Mondlane, Université de Stellenbosch et CABI), de l'adhésion des parties prenantes à la durabilité, de l'étroite collaboration avec les structures techniques de la SADC et de l'apprentissage croisé régional pour répondre aux exigences d'accès aux marchés

6.2. Point sur les activités de l'IAPSC de l'UA

[45] Le CPI-UA a rendu compte de son mandat de coordination des activités de santé des végétaux dans les États membres de l'UA, en soulignant les priorités de la sauvegarde de l'agriculture, de la sécurité du commerce et de la protection des moyens de subsistance. Les principales activités de 2024-2025 comprenaient des ateliers coordonnés sur la maladie du flétrissement du bananier et la fusariose TR4, une formation pratique sur la modélisation des ravageurs à Douala et l'élaboration de protocoles phytosanitaires pour les ravageurs de la pomme de terre avec l'appui du STDF. L'UA-IAPSC a également participé à d'importantes instances internationales telles que la Consultation technique du RPPO (Panama), l'atelier du projet IPPC-COLEAD (Rome) et la réunion du Groupe de planification stratégique de la CIPV. Il a également collaboré avec des partenaires de l'IITA Ibadan sur l'échange de matériel génétique et a contribué à la conférence de l'AAIS à Lusaka. La mise à jour a souligné le rôle stratégique du CPI-UA dans l'harmonisation réglementaire, l'innovation en matière de biopesticides, les systèmes d'alerte précoce et le renforcement des capacités de l'ONPV, tout en notant les défis persistants, notamment les ravageurs envahissants (chenille légionnaire d'automne, TR4, mouches des fruits), la faiblesse de l'infrastructure de diagnostic, les ressources limitées et la fragmentation de la réglementation

6.3. Surveillance et gestion des mouches des fruits

[46] La présentation faite par le Coordonnateur du CPI-UA a donné un aperçu complet de l'adoption et de l'impact des stratégies de lutte intégrée contre les mouches des fruits dans 30 pays africains. L'ensemble comprend des méthodes telles que les appâts protéiques, les biopesticides, l'assainissement des champs, la technique des insectes stériles, l'annihilation des mâles, les lâchers de parasitoïdes et les systèmes de piégeage. Les résultats de l'enquête menée auprès de 290 parties prenantes ont révélé que l'assainissement des champs est l'intervention la plus largement adoptée, avec une adoption modérée d'autres techniques. Bien que plus de 101 millions de personnes bénéficient de ces technologies, cela ne représente que 17 % des bénéficiaires potentiels. Les principaux obstacles à l'adoption comprennent une sensibilisation limitée, une formation inadéquate, un accès limité aux produits de lutte intégrée et une participation minimale du secteur privé. Les informations par pays ont montré une adoption satisfaisante au Zimbabwe, tandis que le Malawi, la Zambie et le Mozambique sont à la traîne. La présentation s'est conclue par des recommandations visant à améliorer l'accès grâce à l'engagement du secteur privé, à harmoniser l'enregistrement des produits et à renforcer la formation des agriculteurs par le biais de partenariats multi-institutionnels.

6.4. Rapport sur les invasions de chenilles légionnaires et de criquets pèlerins en Afrique australe

[47] Le Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique australe, à Harare, au Zimbabwe, a signalé qu'entre janvier et mai 2025, l'Afrique australe a connu de graves épidémies de chenilles légionnaires africaines et de criquets, aggravées par les dommages causés par la chenille légionnaire d'automne. Des infestations généralisées ont touché les cultures de base et les pâturages au Malawi, au Zimbabwe, au Botswana, en Eswatini, au Lesotho, en Namibie et en Afrique du Sud, le Malawi signalant à lui seul des dommages sur 24 456 ha de maïs et le Zimbabwe confirmant des épidémies dans les huit provinces rurales. Des invasions de criquets, y compris des criquets migrants africains et des criquets rouges, ont été enregistrées en Zambie, au Botswana, en Namibie et à Madagascar, menaçant le blé d'hiver, l'horticulture et les pâturages. Les gouvernements et IRLCO-CSA ont réagi en contrôlant les produits chimiques et les biopesticides, bien que les défis comprenaient des pénuries d'équipement, un terrain inaccessible, une surveillance faible et une coordination régionale limitée. Les épidémies ont aggravé l'insécurité alimentaire dans les zones touchées par la sécheresse, avec des pénuries d'aliments pour le bétail et des risques accrus de conditions de la phase 3 de l'IPC. La FAO a lancé un plan régional de préparation et d'intervention, promouvant des systèmes d'alerte précoce, le déploiement rapide d'agents de contrôle, l'utilisation sûre des pesticides et des opérations transfrontalières coordonnées, tout en avertissant que la résurgence du criquet rouge en Zambie constitue une menace majeure pour la saison 2025/26.

6.5. Flétrissure de Goss du maïs : considérations phytosanitaires et stratégies de lutte

[48] L'atelier a assisté à une présentation sur la flétrissure de Goss, causée par *Clavibacter nebraskensis*, une maladie bactérienne signalée pour la première fois aux États-Unis en 1969 et détectée en Afrique du Sud en janvier 2025. L'agent pathogène survit dans les résidus de culture, se propage par la pluie, le vent, la machinerie et l'activité humaine, et peut causer des pertes de rendement allant jusqu'à 50 % chez les hybrides sensibles, avec des impacts économiques et commerciaux importants. Les épidémies en Afrique du Sud ont conduit au Botswana et à la Namibie à interdire temporairement l'importation de maïs, soulignant l'importance de la quarantaine du ravageur. Bien qu'ils ne soient généralement pas transmis par les graines, de rares cas de transmission des graines soulèvent des préoccupations phytosanitaires. Le diagnostic nécessite une surveillance sur le terrain

appuyée par des tests de laboratoire (dosages moléculaires, microscopie et culture), avec des tests immuno-strips disponibles pour le dépistage rapide. Les participants ont été informés que les stratégies de gestion devraient être axées sur le renforcement des inspections aux frontières, de la certification des semences, de la surveillance régionale, de l'éducation des agriculteurs et de la recherche collaborative pour soutenir la détection précoce et le contrôle efficace. La protection du maïs contre la flétrissure de Goss a été soulignée comme étant essentielle pour préserver à la fois les moyens de subsistance et l'accès aux marchés régionaux

6.6. Prise en charge d'*Antigastra catalaunalis*

- [49] L'Atelier a été informé que l'*Antigastra catalaunalis*, un nuisible des feuilles de sésame, est l'insecte ravageur du sésame le plus destructeur, capable de causer des pertes de rendement de 25 à 100 %. Le ravageur endommage les plantes dès les premières pousses en formant des capsules en palmant les feuilles, en stérilisant les fleurs et en vidant les capsules, ce qui facilite également l'entrée des agents pathogènes. Les œufs sont pondus sur les feuilles, les fleurs, les tiges et les capsules, les larves se nourrissant à l'intérieur des tissus végétaux. Les stratégies de lutte présentées comprenaient la lutte chimique (traitements des semences et insecticides de contact/systémiques appliqués 14, 35 et 50 jours après le semis), les pratiques culturales (utilisation de variétés glabres, rotation des cultures, cultures intercalaires, dates de semis appropriées et destruction des résidus), la lutte mécanique (élimination manuelle) et la lutte biologique (biopesticides tels que le spinosad, le Bt, le neem, la papaye et les extraits de tabac ; et les ennemis naturels tels que les parasitoïdes, prédateurs et nématodes). Une approche de lutte antiparasitaire intégrée combinant ces méthodes a été soulignée comme étant la stratégie la plus efficace.

6.7. Activités du CPAC

- [50] Le Comité Inter-États des Pesticides de l'Afrique centrale (CPAC), créé par la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) en 2007 et basé à Yaoundé, a rendu compte de son mandat d'harmonisation de la réglementation des pesticides dans les six pays de la CEMAC. La mission du CPAC est d'aider les États membres à établir des mesures phytosanitaires compatibles avec les normes internationales, en mettant l'accent sur l'homologation des pesticides, le renforcement des capacités et la surveillance des impacts environnementaux et sanitaires. La présentation a mis en exergue les principaux défis de la sous-région, notamment la prolifération des pesticides illicites et de mauvaise qualité (32,5 % des produits en circulation), la faiblesse ou l'absence de systèmes nationaux d'enregistrement, la porosité des frontières, l'insuffisance de la législation et les mauvaises pratiques phytosanitaires.
- [51] Le CPAC a réagi en adoptant une réglementation commune sur les pesticides, en organisant six sessions régionales d'homologation (77 pesticides approuvés et 54 interdits), en élaborant des outils tels qu'un guide de la législation phytosanitaire, des manuels d'inspection et une carte agroécologique, et en créant des comités nationaux de gestion des pesticides. Les priorités futures comprennent le renforcement de la gouvernance, la création d'un laboratoire sous-régional d'analyse des pesticides, la numérisation des processus d'enregistrement, l'intensification des campagnes de sensibilisation aux bonnes pratiques phytosanitaires et le soutien aux approches de lutte intégrée contre les ravageurs

6.8. Appel à thèmes de la CIPV : enseignements tirés et soumissions de thèmes à l'avenir

- [52] Le Secrétariat a présenté l'objectif et l'état d'avancement de l'appel thématique de la CIPV, qui offre aux Parties contractantes, aux APPV et aux parties prenantes l'occasion de proposer de nouvelles normes, des protocoles de diagnostic et des ressources de mise en œuvre alignés sur les priorités phytosanitaires mondiales et régionales. Les leçons apprises ont souligné l'importance de

propositions techniquement solides, bien justifiées et pertinentes à l'échelle mondiale, tout en soulignant la nécessité d'une coordination nationale plus forte et d'un engagement des parties prenantes pour améliorer la qualité des soumissions.

- [53] Il a été rappelé aux participants que l'appel est ouvert toute l'année et que les propositions sont évaluées dans le cadre d'une stratégie élaborée par le Comité des normes afin d'assurer la transparence et l'établissement des priorités. L'atelier a encouragé les Parties contractantes à jouer un rôle proactif en consolidant leurs commentaires avec ceux d'experts externes et de l'industrie, en soumettant des propositions solides et en diffusant largement l'appel ouvert afin de s'assurer que les perspectives africaines sont bien représentées. Le Secrétariat a invité tous les participants à contribuer activement en soumettant des sujets, en sensibilisant et en collaborant à l'élaboration de la prochaine génération de normes internationales de santé des végétaux

6.9. Identification des problèmes régionaux de mise en œuvre de la CIPV à partager avec le CI

- [54] Le Secrétariat a expliqué que si les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) sont reconnues comme des normes techniques de haute qualité, les Parties contractantes sont souvent confrontées à des difficultés pratiques lorsqu'elles les appliquent au niveau national. Le Comité de mise en œuvre et de développement des capacités (CI) supervise les activités visant à aider les pays à surmonter ces obstacles, notamment le renforcement de l'infrastructure des ONPV, la mise à jour de la législation par le biais du processus d'évaluation des capacités phytosanitaires (ECP) et l'élaboration de guides et de ressources de formation. Les ateliers régionaux de la CIPV jouent un rôle central dans l'identification des problèmes spécifiques de mise en œuvre, permettant aux ONPV, aux ORPV, aux bureaux de la FAO et au Secrétariat de la CIPV d'échanger des expériences et de proposer des solutions.
- [55] Les participants ont été encouragés à identifier les NIMP qui présentent des difficultés, à documenter les défis concrets et à proposer des solutions pratiques qui pourraient constituer la base de nouveaux documents d'orientation ou d'outils de formation. Le Secrétariat a souligné que les soumissions dans le cadre de l'appel à projets ouvert devraient inclure des problèmes de mise en œuvre bien documentés, ce qui permettrait au CI d'élaborer un soutien ciblé et d'améliorer l'efficacité des normes dans toutes les régions.
- [56] Les principaux défis soulevés par les participants seront partagés avec le CI pour examen.

6.10. Collaboration avec les parties prenantes et les partenaires nationaux :

• EPPAVPA

- [57] L'Entreprise de Production, Protection, Achat et Vente des Produits Agricoles (EPPAVPA), une entreprise agricole congolaise créée en 2013, a présenté son travail dans les domaines de la production agricole, de la protection des végétaux et de la fourniture d'intrants et d'équipements agricoles de qualité. L'entreprise emploie 14 personnes permanentes et plus de 1 000 agents indirects, et soutient les producteurs par la formation, la mécanisation et l'amélioration de l'accès aux intrants. Il promeut la protection intégrée des plantes en combinant des pratiques agronomiques (rotation des cultures, variétés résistantes), des méthodes de biocontrôle (pièges à phéromones, neem, Bt et autres bioextraits), et la culture sous serre, avec des actions ciblées contre les ravageurs tels que *Tuta absoluta* et les aleurodes. EP2AVPA dirige également le comité national du programme Cacao d'excellence et gère un centre de formation (C.A.N.T.A.) pour les jeunes et les étudiants, y compris en collaboration avec les universités. Les défis comprennent des transactions bancaires coûteuses, des retards dans le transport maritime et des procédures portuaires lentes, tandis que les perspectives se concentrent sur la promotion des exportations agricoles congolaises

à travers la participation à des foires internationales. L'entreprise a réaffirmé son ouverture à la collaboration pour promouvoir un développement agricole sûr et innovant.

- **CONGOSEM**

[58] CONGOSEM, qui fait partie du Groupe Novalliance, a présenté son rôle dans la fourniture aux agriculteurs congolais de produits et services adaptés pour améliorer la production agricole. L'entreprise fournit une large gamme de semences potagères (principalement sous la marque TECHNISEM), des semences de maïs et de soja, du petit matériel agricole et d'autres intrants, tout en offrant des formations, des conseils et un soutien technique aux agriculteurs. Parmi les défis à relever, citons l'état sous-développé de l'agriculture congolaise, les bases de consommateurs limitées concentrées dans les zones urbaines, les retards dans le dédouanement et les pénuries récurrentes de devises étrangères affectant les paiements des fournisseurs. À l'avenir, CONGOSEM vise à s'étendre à l'ensemble du pays, à promouvoir l'utilisation d'intrants agricoles de qualité, à renforcer la formation et la sensibilisation, et à soutenir le développement des industries locales d'élevage et de transformation pour stimuler la production agricole. L'entreprise a souligné que son ambition va au-delà de la vente, en se concentrant sur l'appui au développement plus large de l'agriculture congolaise en collaboration avec des partenaires tels que TECHNISEM, Jardinova, Limagrain et Seed Co.

7. Passer ensemble de l'idée à l'action

7.1. La solution ePhyto de la CIPV

[59] L'atelier a présenté les progrès accomplis dans l'adoption de la solution ePhyto de la CIPV, qui facilite un commerce sûr, efficace et sans papier grâce aux certificats phytosanitaires électroniques. Les mises à jour comprenaient des améliorations du système, des activités de renforcement des capacités et l'expansion des pays participants. Des exemples de réussite ont montré comment ePhyto soutient la facilitation des échanges et la gestion des risques. Les délégués ont été encouragés à poursuivre l'intégration et à renforcer les infrastructures informatiques et réglementaires pour soutenir la mise en œuvre complète.

7.2. Campus de la santé des végétaux de la CIPV

[60] Le secrétariat a présenté le Campus de la santé des végétaux de la CIPV, une plate-forme mondiale d'apprentissage en ligne proposant des cours de formation certifiés, des guides et des outils à l'intention des ONPV et des parties prenantes. La plateforme offre un accès multilingue et intègre des modules pratiques sur le diagnostic, la surveillance et la mise en œuvre des normes. Il est conçu pour combler les lacunes en matière de formation, favoriser le partage des connaissances et renforcer les capacités durables. Les participants ont été invités à s'inscrire, à contribuer et à utiliser le Campus comme ressource à long terme.

7.3. Mise à jour sur la coordination mondiale TR4

[61] La présentation a porté sur les efforts mondiaux coordonnés de lutte contre *Fusarium oxysporum* f. sp. *cubense* Tropical Race 4 (TR4), une grave menace pour la production de bananes. Des progrès ont été signalés en ce qui concerne la détection précoce, les protocoles de diagnostic et les initiatives de renforcement des capacités dans les pays touchés et à risque. La coopération régionale et les partenariats de recherche ont été soulignés comme essentiels pour contenir la propagation. La session a appelé à des investissements soutenus et à une collaboration transfrontalière.

7.4. Commerce électronique (résultats préliminaires de l'étude de l'Observatoire de la CIPV sur le commerce électronique)

- [62] L'Observatoire a présenté les résultats de son étude sur le commerce électronique, qui a évalué les cadres juridiques, la gestion des risques phytosanitaires et le suivi du commerce en ligne des plantes. Parmi les principales conclusions, mentionnons les disparités régionales importantes, la faiblesse de la gestion des risques à la frontière et la sensibilisation limitée du public. Les recommandations ont mis l'accent sur le renforcement des capacités, le renforcement des cadres juridiques et la collaboration avec les autorités douanières et postales. Le rapport final sera présenté à la CMP-20 en 2026

7.5. Évaluations des capacités phytosanitaires (ECP) et derniers développements

- [63] La session a présenté les réalisations récentes du programme ECP, notamment les réussites d'Afrique et d'Asie, de nouveaux animateurs certifiés et l'élaboration de stratégies nationales sur mesure. Une feuille de route pour l'amélioration de l'outil ECP a été discutée, en mettant l'accent sur les mises à niveau logicielles, la révision des modules et l'intégration des considérations relatives au genre et aux jeunes. La capacité de l'Ouganda à obtenir un financement extérieur important sur la base des résultats de l'ECP a été soulignée comme une étude de cas. Le programme continue d'être la pierre angulaire du renforcement des capacités des ONPV dans le monde entier

7.6. Obligations nationales en matière de rapports

- [64] Le secrétariat a rappelé aux Parties contractantes qu'elles avaient la responsabilité, en vertu de la CIPV, de partager en temps voulu des informations précises sur les organismes nuisibles, la surveillance et les mesures phytosanitaires. Les défis actuels comprennent des rapports incomplets, des coordonnées obsolètes et une sous-utilisation du Portail phytosanitaire international. Les mesures prévues comprennent la mise à jour du guide des ONR, l'élaboration de modules d'apprentissage en ligne et la mise sur pied d'un sous-groupe d'IC pour fournir un soutien ciblé. Les pays ont été encouragés à renforcer le respect des ONR en tant que fondement de la coopération mondiale

7.7. Observatoire de la CIPV – aperçu du questionnaire de la troisième enquête générale de la CIPV

- [65] L'Observatoire de la CIPV a présenté des plans pour la troisième étude d'ensemble, conçue pour surveiller le respect par les Parties contractantes des obligations au titre de la CIPV et des NIMP. Les enseignements tirés des enquêtes précédentes ont montré la nécessité d'une approche plus normalisée et axée sur les données. La nouvelle enquête se concentrera sur les cadres juridiques, les systèmes opérationnels et les processus de mise en œuvre, avec des outils de collecte de données et de sensibilisation améliorés. Les résultats fourniront des données probantes pour le développement ciblé des capacités et la prise de décisions stratégiques

7.8. Programme phytosanitaire pour l'Afrique (PPA)

- [66] L'APP vise à renforcer les capacités des ONPV en Afrique en tirant parti des technologies numériques pour la surveillance des ravageurs, le diagnostic et la gestion des données. Parmi les principales réalisations, mentionnons la distribution de 500 tablettes avec des logiciels spécialisés, la création d'un centre SIG et l'élaboration de 38 protocoles de lutte antiparasitaire. Des programmes de formation, des activités de sensibilisation des médias et des activités de plaidoyer ont permis d'accroître la visibilité aux niveaux national et régional. La phase 2 étendra le programme à d'autres pays, en mettant l'accent sur les ravageurs prioritaires et la mobilisation des ressources

7.9. Activité sur le terrain

- [67] Dans le cadre de l'Atelier, les participants ont effectué une visite de terrain au centre horticole de Bikakoudi-AgriCongo, organisée en collaboration avec l'Union des Groupements et Exploitants Agricoles (UGEA). La visite comprenait une présentation sur l'histoire et la structure de l'UGEA, ses principales activités et les méthodes de lutte contre les ravageurs et les maladies utilisées par les agriculteurs locaux. Les agriculteurs ont partagé les défis généraux et phytosanitaires auxquels ils sont confrontés, en particulier dans la production maraîchère, et ont discuté des approches innovantes testées pour améliorer la santé des cultures. Cette sortie de terrain s'est terminée par une visite guidée des champs, au cours de laquelle les participants ont observé de première main les pratiques de gestion des ravageurs et des maladies et ont participé à des échanges ouverts avec les agriculteurs. L'activité, coordonnée par l'ONPV et la FAO Congo, a fourni des informations pratiques sur l'utilisation des biopesticides, l'expérimentation et les activités de piégeage pour la lutte contre les ravageurs des plantes.



8. Conclusions de l'atelier

- [68] L'atelier a conclu que la coopération régionale et la participation effective des Parties contractantes étaient essentielles à la réalisation des objectifs de la CIPV. Les participants ont souligné l'importance de renforcer les capacités des ONPV, d'améliorer la mise en œuvre des NIMP et de relever les défis émergents tels que le commerce électronique et les changements climatiques. Les discussions ont réaffirmé l'intérêt des ateliers régionaux pour promouvoir le dialogue, partager les expériences et consolider les contributions sur les projets de normes et les questions de mise en œuvre. L'atelier a encouragé la poursuite de la collaboration avec les ORPV, la FAO et le secrétariat de la CIPV pour soutenir la réalisation du Cadre stratégique de la CIPV 2020-2030.

9. Évaluation de l'atelier

- [69] Les participants ont été invités à faire part de leurs commentaires en ligne sur la préparation et l'organisation de l'atelier régional afin d'améliorer le futur atelier régional de la CIPV. Le lien vers le sondage a été partagé par e-mail et WhatsApp avec les participants à la réunion. <https://forms.cloud.microsoft/e/kP3MUtbXwY>.

10. Dates et lieu du prochain atelier régional

- [70] L'Atelier s'est félicité de l'offre du Gabon d'accueillir l'Atelier régional de la CIPV pour l'Afrique en 2026. Il a été convenu que l'atelier aura lieu à Libreville, au Gabon, du 25 au 28 août 2026. Les

participants ont exprimé leur gratitude au pays hôte pour son engagement et son soutien dans l'organisation de l'événement.

- [71] Le Gabon est cordialement invité à entamer dès que possible, les préparatifs en collaboration avec la CIPV, le CPI-UA et la FAO afin d'identifier à l'avance les opportunités et les défis possibles.

11. Adoption des recommandations de la réunion

- [72] Les participants à l'atelier ont décidé de rendre compte des débats sous forme de résumé afin que le rapport reste concis.

- [73] L'atelier a examiné et adopté ses recommandations, qui seront partagées avec le Secrétariat de la CIPV, les organes subsidiaires de la RPC et les parties prenantes concernées. Ces recommandations portent sur les priorités régionales en matière d'établissement de normes, de développement des capacités et de soutien à la mise en œuvre. Les participants ont confirmé que les recommandations reflétaient les discussions qui avaient eu lieu et sont convenus de les diffuser sur le site Web de la CIPV et par les canaux de communication régionaux.

- [74] Les recommandations comprennent :

Aux organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV)

1. Reconnaissant que l'organisation de l'atelier régional de la CIPV n'a de sens que si les pays consultent leurs parties prenantes nationales et soumettent leurs observations à temps avant l'atelier régional. Par conséquent, afin d'assurer l'efficacité de l'atelier régional, la priorité sera donnée aux pays qui soumettront leurs documents aux consultations dans le cadre de leurs consultations. Ces critères seront essentiels et non négociables pour fournir une aide au voyage pour assister à l'atelier régional à l'avenir.
2. Renforcer la participation au processus de rédaction et de consultation de la NIMP en assurant la coordination à l'échelle nationale, en faisant participer des experts externes, des universitaires et des partenaires de l'industrie, et en intégrant les consultations avec les intervenants dans les activités régulières (y compris virtuelles). S'assurer que les commentaires soumis par l'intermédiaire de l'OCS reflètent une consultation et une position nationales.
3. Mettre en place des mécanismes nationaux plus solides pour la détection précoce, la surveillance et l'intervention rapide en cas d'épidémies de ravageurs en identifiant les acteurs, les ressources et les rôles clés de tous les intervenants du système phytosanitaire.
4. Mobiliser activement des ressources auprès des gouvernements, des communautés économiques régionales, des partenaires et des donateurs pour soutenir l'organisation et la participation à l'atelier régional de la CIPV pour l'Afrique.
5. Veiller à ce que les informations du point de contact officiel de la CIPV sur le Portail phytosanitaire international soient à jour et à ce que les informations pertinentes de la CIPV soient rapidement partagées avec le personnel de l'ONPV, les autorités nationales et les parties prenantes.
6. Améliorer le niveau et la fréquence des rapports afin de renforcer le respect des obligations nationales de déclaration et d'accroître l'utilisation du Portail phytosanitaire international.

7. Mettre en œuvre des mécanismes nationaux et s'engager dans un plaidoyer en faveur d'une plus grande reconnaissance de la santé des végétaux dans le cadre de l'approche « Une seule santé ».
8. Suivre les niveaux de priorité des sujets proposés pour les normes et guides de la CIPV, et utiliser la plateforme de la CPM pour plaider en faveur d'une priorité accrue des sujets d'intérêt pour la région africaine.
9. Tirer parti de la troisième étude générale de l'Observatoire de la CIPV pour donner son avis sur les défis et les contraintes liés à la mise en œuvre de la CIPV et de la NIMP au niveau national.
10. Inclure le campus de la CIPV sur la santé des usines en tant qu'élément clé du programme national de formation du personnel des ONPV et en faire la promotion auprès des parties prenantes, y compris les universitaires.
11. Les Parties contractantes à adopter l'utilisation d'outils numériques tels que l'e-Phyto et les applications de surveillance pour renforcer les capacités phytosanitaires et la facilitation des échanges.

À l'intention du Comité des normes (CN)

1. Veiller à ce que les représentants africains du CP, dans le cadre de leur engagement envers la région, partagent les recommandations, les décisions et les sujets approuvés pour consultation immédiatement après chaque réunion du CP de mai avec l'UA-IAPSC et les ONPV. Cela permettra aux pays de préparer à l'avance les consultations nationales et d'être prêts à soumettre des commentaires avant l'atelier régional.
2. Élaborer des NIMP concis et adopter des approches de rédaction en langage clair pour améliorer la clarté, la lisibilité et la convivialité, et pour faciliter la défense des intérêts auprès des décideurs et des intervenants.
3. Communiquer clairement avec les ONPV sur les critères d'évaluation des sujets nouveaux ou révisés soumis lors de l'appel ouvert de la CIPV pour la norme et la mise en œuvre, et fournir des commentaires sur les propositions de sujets approuvées, rejetées ou différées.

À l'intention du Comité de mise en œuvre et de développement des capacités (CI)

1. Fournir un renforcement ciblé des capacités des ONPV afin d'interpréter et d'appliquer les NIMP, en tenant compte des différents niveaux de capacité institutionnelle entre les pays.
2. Encourager la formation par le biais du Campus de la santé des végétaux de la CIPV.
3. Intégrer dans les programmes de travail du CI les commentaires structurés des ONPV, y compris les défis identifiés lors de l'atelier régional (par exemple, surveillance limitée, diagnostics, ressources et soutien institutionnel).

Au Groupe de la planification stratégique (SPG)

1. Continuer d'évaluer les options pour repenser les NIMP, y compris la restructuration, les formats à plusieurs niveaux et les outils numériques, tout en veillant à ce que les perspectives africaines soient incluses.

À l'UA-IAPSC

1. Renforcer la mobilisation des ressources et les partenariats afin de permettre une plus large participation des pays à l'atelier régional et d'aider les pays hôtes à renforcer leurs capacités organisationnelles.
2. Soutenir l'harmonisation des réglementations phytosanitaires entre les CER et les États membres afin de réduire les obstacles au commerce et d'améliorer la lutte antiparasitaire régionale.
3. Aider les pays africains à élaborer des plans de préparation et d'urgence en cas d'épidémie de ravageurs, y compris la coordination transfrontalière et le partage des données.
4. Tirer parti des organismes africains de normalisation pour aligner les normes régionales et nationales sur les NIMP, en veillant à ce que les besoins phytosanitaires africains soient bien représentés.
5. Élaborer les messages clés et les priorités liées aux ravageurs de l'atelier régional de la CIPV de 2025 afin de les communiquer aux autorités nationales et aux bureaux de pays de la FAO en tant que résultats majeurs.
6. Encourager les Parties contractantes africaines à répondre à l'appel de la CIPV à être représentées de manière adéquate dans les groupes de rédaction afin de saisir les priorités régionales.
7. Veiller à ce que l'Afrique soit systématiquement représentée dans les réunions du SPG.
8. Encourager les Parties contractantes à adopter l'utilisation d'outils numériques tels que e-Phyto et les applications de surveillance pour renforcer les capacités phytosanitaires et la facilitation des échanges. Renforcer la collaboration entre le commissaire chargé de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable et le secrétaire de la CIPV.

Au Secrétariat de la CIPV

1. Continuer d'animer des ateliers régionaux pour consolider la contribution africaine à l'élaboration et à la mise en œuvre des normes mondiales.

2. Fournir un soutien adapté aux Parties contractantes, en reconnaissant que la capacité de mise en œuvre varie considérablement, en particulier dans les pays confrontés à des difficultés d'application de base de la NIMP.
3. Veiller à ce que le secrétaire de la CIPV joue un rôle actif de plaidoyer, notamment en se rendant dans les pays, afin d'engager le dialogue avec les ministres de l'Agriculture et de les sensibiliser au rôle essentiel des ONPV.
4. Inclure, lors des futures cérémonies d'ouverture des ateliers régionaux de la CIPV, une présentation ou une vidéo sur la mission, les objectifs et les obligations des pays au titre de la Convention, afin de sensibiliser les autorités et les décideurs.
5. Communiquer clairement sur la stratégie à court terme de déploiement du Programme phytosanitaire pour l'Afrique (PPA), confirmer la mise en œuvre de la phase 3 et préciser le processus de sélection des pays afin d'assurer la transparence pour ceux en attente d'inclusion.
6. Mobiliser des ressources en vue de l'adoption d'outils numériques tels que l'e-Phyto et les applications de surveillance afin de renforcer les capacités phytosanitaires et la facilitation des échanges.

À l'attention de la FAO

1. Inviter les bureaux de pays de la FAO à soutenir activement les ONPV dans la gestion des problèmes phytosanitaires, à renforcer leurs capacités techniques et à identifier des ressources pour s'assurer que les délégués nationaux participent chaque année aux réunions pré-RPC et aux ateliers régionaux de la CIPV.
2. Inviter la FAO à s'attaquer à la rotation du personnel au sein du Secrétariat en renforçant la mémoire institutionnelle et les mécanismes de continuité afin de garantir une fourniture cohérente de l'assistance technique et administrative.

12. Clôture de l'atelier

- [75] En conclusion, le Président, M. Bienvenu NTSOUANVA, a exprimé sa gratitude à tous les participants, au Secrétariat de la CIPV et à la République du Congo (pays hôte) pour leurs contributions et leur engagement en faveur de l'atelier de Brazzaville. Les efforts des représentants de l'ONPV, des partenaires et des experts internationaux ont été reconnus pour avoir permis d'assurer des discussions constructives et des résultats significatifs. Il a souligné que pour la région Afrique, de nombreuses questions sont exprimées en termes de défis, liés notamment à la lutte contre les organismes nuisibles d'une part et à la lutte contre les pesticides obsolètes extrêmement dangereux commercialisés illicitement dans notre région d'autre part. A cet effet, il a invité les pays africains à s'approprier les outils de la CIPV, à plaider et à travailler aux niveaux national et régional pour transformer ces défis en opportunités.
- [76] M. Descartes KOUMBA MOUENDOU (Secrétariat de la CIPV) a exprimé sa gratitude à la République du Congo, à ses collègues de la FAO et aux interprètes pour leur soutien dans l'organisation de l'Atelier régional pour l'Afrique. Il a noté que pendant quatre jours, les participants se sont engagés dans un dialogue constructif sur la santé des végétaux, soulignant la nécessité d'une sensibilisation continue, de consultations nationales et de la participation des parties prenantes. Il

a invité les pays à mettre à jour leurs points de contact de la CIPV, à mobiliser des ressources et à plaider en faveur de la santé des végétaux dans le cadre de l'approche « Une seule santé ». Le Secrétariat a encouragé les petits efforts de plaidoyer, le partage des conclusions de l'atelier et la contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre des normes internationales pour les mesures phytosanitaires.

[77] Mme Luiza MUNYUA (CPI-UA) a rappelé les principales discussions de l'atelier, notamment l'examen des projets de NIMP, la gestion des ravageurs transfrontaliers tels que les mouches des fruits et la chenille légionnaire, et l'exploration de sujets futurs tels que la coordination du FoC TR4, le commerce électronique dans le commerce des plantes et l'approche « Une seule santé ». Elle a noté que l'atelier a mis l'accent sur des opportunités telles que la solution ePhyto de la CIPV et le Programme phytosanitaire pour l'Afrique. Elle a invité les délégués africains à s'engager à traduire les recommandations en actions concrètes, à renforcer la résilience et à favoriser la collaboration régionale et internationale. Elle a exprimé sa gratitude aux hôtes et aux partenaires, affirmant le soutien continu du CPI-UA à la santé des végétaux en Afrique.

[78] Mme Alphonsine Louhouari TOKOZABA, Directrice de la Protection des Végétaux, a également remercié les participants pour leur engagement actif tout au long des quatre jours d'échanges, de discussions et de partage des connaissances. Elle a souligné les précieuses contributions apportées à l'examen et à la proposition d'amendements aux projets de NIMP, ainsi qu'au partage des pratiques phytosanitaires nationales et internationales. Au nom de M. Pascal Robin ONGOKA, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de la République du Congo, elle a officiellement déclaré l'Atelier clos, souhaitant à tous les participants un bon retour chez eux et se réjouissant du prochain Atelier Régional en 2026.

Annexe 1 : Ordre du jour

Non	Article	Présentateur / Animateur	Temps (min.)	Document
Jour 1 : mardi 26 août, séance d'ouverture matinale : 09.AM- 12.AM				
1	Ouverture de la session	Modération : IPPC		
1.1	<ul style="list-style-type: none"> - Secrétariat de la CIPV - Directeur général de CPAC - CPI de l'UA - Directeur de cabinet, ministère de l'Agriculture 	DGA Beth BECHDOL Jeannot MBOUROU Saliou NIASSY Pascal Robin ONGOKA	40 25	Vidéo En personne En personne En personne
	<i>Pause-café et photo de groupe</i>			
2	Organisation des réunions			
2.1	Élection du Président et du Rapporteur	ONPV Congo	5	
2.2	Adoption de l'ordre du jour	Tout	5	Doc
3	Questions administratives	Organisateur		
3.1	Liste des participants	FAO Congo	5	Doc
4.	Mises à jour sur la gouvernance et les enjeux stratégiques (y compris des présentations, des discussions et des questions des participants à l'atelier)			
4.1	Gouvernance et stratégie (CPM, CPM Bureau)	Descartes KOUNBA	20	Doc/PPT
4.2	Mise à jour du Comité des normes (CS)	Prudence ATTIPOE	20	PPT
4.3	Mise à jour du Comité de mise en œuvre et de développement des capacités (CI)	Lucien KOUAME	20	PPT
4.4	Prise de contact avec le CPM FG sur le changement climatique et les questions phytosanitaires	Emmanuel KRAH	20	PPT
4.5	Prise de contact avec CPM FG sur les conteneurs maritimes	Emmanuel KRAH	20	PPT
4.6	À propos du CPM FG sur la santé des végétaux dans le cadre de l'initiative « Une seule santé »	Descartes KOUNBA	20	PPT
Jour 1 : Mardi 26 août, séance de l'après-midi 13h30 à 17h00				
5	Section 1 : Discuter des commentaires de fond sur les projets de normes et de recommandations (cela comprendra des présentations, des discussions et des questions des participants à l'atelier)			
5.1	Le processus d'établissement des normes IPPC en bref - Lien vers la vidéo (anglais)	Emmanuel KRAH	20	PPT + Vidéo
5.2	Projet de NIMP dans le cadre de la 1ère consultation : Projet d'annexe Mouvements internationaux de fruits frais de banane (<i>Musa spp.</i>) (2023-028) vers la NIMP 46 (<i>Normes spécifiques à certains produits pour les mesures phytosanitaires</i>)	Prudence ATTIPOE	60	Présentation
5.3	Projet de NIMP en cours de 1ère consultation : Projet d'annexe Mouvements internationaux de taro frais (<i>Colocasia esculenta</i>) destiné à la consommation (2023-023) à la NIMP 46 (<i>Normes spécifiques à certains produits pour les mesures phytosanitaires</i>)	Prudence ATTIPOE	60	Présentation
5.4	Projet de NIMP dans le cadre de la 2e consultation : Projet de révision de la NIMP 26 (Établissement et	Edouard NYA	40	Présentation

Non	Article	Présentateur / Animateur	Temps (min.)	Document
	maintien de zones exemptes de mouches des fruits (Tephritidae)) (2021-010)			
Jour 2 : mercredi 27 août, séance du matin 8h30 - 12h00				
5.5	Projet de NIMP dans le cadre de la 2e consultation : Projet d'annexe <i>Inspection sur le terrain</i> (2021-018) à la NIMP 23 (<i>Lignes directrices pour l'inspection</i>)	Edouard NYA	50	Présentation
5.6	Projet de spécification pour les NIMP en cours de consultation : Annexe Audits à distance de la NIMP 47 (Audit dans le contexte phytosanitaire)	Prudence ATTIPOE	50	Présentation
5.7	Projet de spécification pour les NIMP en cours de consultation : - Révision de la NIMP 12 (Certificats phytosanitaires)	Prudence ATTIPOE	40	Présentation
5.8	Projet de spécification pour les NIMP en cours de consultation : - Révision de la NIMP 23 (Lignes directrices pour le contrôle)	Edouard NYA	40	Présentation
Jour 2 : mercredi 27 août, séance de l'après-midi 13h30 – 17h00				
5.9	Discussion sur la nécessité de repenser les NIMP	Emmanuel KRAH	40	Présentation
6	Section 2 : Mise en œuvre et sensibilisation dans le cadre des ORPV de la FAO et des ORPV Cette section comprendra des présentations suivies d'une discussion et de questions des participants			
6.1	S'attaquer aux problèmes phytosanitaires pour améliorer l'accès aux marchés en Afrique australe	Mathew ABANG	30	PPT
6.2	Mise à jour sur les activités du CPI de l'UA	Luiza MUNYUA	30	PPT
6.3	Surveillance et gestion des mouches des fruits	Saliou NIASSY	25	PPT
6.4	Rapport sur les invasions de chenilles légionnaires et de criquets pèlerins en Afrique australe	Peter Chinwada	25	PPT
6.5	Flétrissure de Goss du maïs : considérations phytosanitaires et stratégies de lutte	Henry NJOM	25	PPT
Jour 3 : jeudi 28 août, séance du matin 8h30-12h00				
6.6	Prise en charge d' <i>Antigastra catalaunalis</i>	Adizatou KERE	25	PPT
6.7	Activités de CPAC	Jean Blaise MOUDOU DOU	25	PPT
6.8	Appel à thèmes de la CIPV : enseignements tirés et soumissions de sujets à l'avenir	Emmanuel KRAH	30	PPT + Discussion
6.9	Identification des problèmes régionaux de mise en œuvre de la CIPV à partager avec le CI	Lucien KOUAME / Descartes KOUNBA	30	Discussion PPT+
6.10	Collaboration avec les parties prenantes et les partenaires nationaux - EPPAVPA		40	Présentation

Non	Article	Présentateur / Animateur	Temps (min.)	Document
	- CONGOSEM			
7	Section 3 : Passer ensemble de l'idée à l'action (séance animée) Cette section comprendra des présentations suivies d'une discussion et de questions des participants			
7.1	La solution IPPC ePhyto	Josiah Musili SYANDA	25	Présentation (PPT)
Jour 3 : jeudi 28 août, séance de l'après-midi 13h30 – 17h00				
7.2	Campus de la santé des végétaux de la CIPV	Descartes KOUMBA	30	Présentation et démo
7.3	Mise à jour sur la coordination mondiale TR4	Lucien KOUAME	25	Présentation
7.4	Commerce électronique (résultats préliminaires de l'étude de l'Observatoire de la CIPV sur le commerce électronique)	Lucien KOUAME	25	Vidéo / Présentation
7.5	Évaluations des capacités phytosanitaires (ECP) et derniers développements	Descartes KOUMBA	30	Présentation
7.6	Obligations nationales en matière de rapports	Descartes KOUMBA	20	Présentation
7.7	Observatoire de la CIPV – aperçu du questionnaire de la troisième enquête générale de la CIPV	Lucien KOUAME	20	Présentation
7.8	Programme phytosanitaire pour l'Afrique (PPA) Vidéo de l'application	Descartes KOUMBA	30	Présentation Vidéo
Jour 4 : Vendredi 29 août, séance du matin 7h00 - 11h00				
7.9	Activité de terrain sur la production et l'expérimentation de biopesticides ; y compris les ravageurs des plantes par les activités de piégeage.	Coordonné par l'ONPV et la FAO Congo	120	Visite de terrain - EPPAVPA
Jour 4 : Vendredi 29 août, séance de l'après-midi 14h00 - 17h30				
8	Conclusion de l'atelier	Chaise	10	
9	Enquête en ligne de l'atelier	Tous les participants	5	
10	Date et lieu du prochain atelier régional	Chaise	5	
11	Adoption des recommandations de la réunion	Tous les participants	50	
12	Clôture de la réunion	Descartes KOUMBA Saliou NIASSY Alponsine LOUHOUARI	20	Secrétariat de la CIPV IAPSC AU Pays hôte (Congo)

Annexe 2: Liste des participants

N	Pays/Organisation	Nom du participant	Messagerie électronique
1.	Tchad	Florent ALLOM	florent.allom@gmail.com ;
2.	Bénin	Éric ADOSSOU	ericadossou2@yahoo.fr ;
3.	Zambie	Berger KALUMBA	kalumba.shepherd@gmail.com ;
4.	Érythrée	a déclaré NUREDIN BUSHRA	saidnur265@gmail.com ;
5.	Côte d'Ivoire	N'Guessan Gaston KOUASSI	nsangaston@yahoo.fr ;
6.	Kenya	Josiah Musili SYANDA	jsyanda@kephis.org ;
7.	République centrafricaine	Jocelin Parfait BAKONDJA	bakondjaparfait@gmail.com ;
8.	Madagascar	Nomenjanahary Saholy RAMILIARIJAONA	dpvmadagascar@gmail.com ; lyhosaram@gmail.com ;
9.	Mali	Halidou MOHOMODOU	halidou_maiga@yahoo.fr ;
10.	Cameroun	Edouard NYA	Nyaedouard@yahoo.fr
11.	Namibie	Tonata Soini SHILONGO	Tonata.Shilongo@mawlr.gov.na ;
12.	Nigéria	Akindele Oluwole OGUNFUNMILAYO	akindele.ogunfunmilayo@nags.gov.ng ;
13.	Sénégal	Waly Binetou FALL ep SENE	b_walfal@yahoo.fr ;
14.	Somalie	Abdi MOHAMED HUSSEIN	dg@saris.gov.so ;
15.	Éthiopie	Degefe TABEZZA	shikurdegefe@gmail.com
16.	Burkina Faso - Expert	Wendata Adizatou KERE	kadiza.ka@gmail.com ;
17.	Secrétariat de la CIPV/Italie	Descartes KOUMBA MOUENDOU	Descartes.Koumba@fao.org
18.	Secrétariat de la CIPV / Italie	Emmanuel Parhar KRAH	Emmanuel.Krah@fao.org

19.	Membre du CS - Ghana	Prudence Tonateur ATTIPOE	tonattipoe@yahoo.co.uk
20.	Membre du CI – Côte d'Ivoire	Lucien KOUAME KONAN	l_kouame@yahoo.fr
21.	CPAC	NGARTOUBAM Telnoudji Laurence	
22.	CPAC	Jeannot Ghislain MBOUROU	Mbourou.jeannotghislain@gmail.com ;
23.	CPAC	Jean Blaise MOUDOUDOU	moderoj@yahoo.fr ;
24.	Gabon	Eric EMBINGA ENGANDJI	embigaengandji@gmail.com ;
25.	Gabon	Shella BIKET MEBIAME	s.biket@agasa.ga ;
26.	PRASAC	Alain Serges ONDO-AZI	ondoazi@gmail.com ;
27.	AU- IAPSC	Saliou NIASSY	Niassys@africanunion.org ;
28.	AU- IAPSC	Luiza MUNYUA	munyual@africanunion.org ;
29.	Congo	Alphonsine LOUHOUARI TOKOZABA	louhouari@yahoo.fr ;
30.	Congo	Euloge MBENDZA	
31.	Congo	Patrick MBEMBA	
32.	Congo	Olive Parfaite BOUDZOUMOU MASSIKA	oliveparfaite@gmail.com ;
33.	Congo	Raïssa Edwige LOUBELA	eloubela@gmail.com ;
34.	Congo	Danin Glory Flancel BASSA NGOUALA	daninbassangouala@gmail.com ;
35.	Congo	Roselyne Théodosie MAMPOUYA	
36.	Congo	Rodax OKANDZE	
37.	Congo	Glodie Emnick SAMBA TSIKA BAKAMOV	Sambaglodie10@gmail.com ;
38.	ESF-FAO	Mathew ABANG	mathew.abang@fao.org ;
39.	ESF-FAO	Peter CHINWADA	peter.chinwada@fao.org ;
40.	ARC - Afrique du Sud	Henry NJOM	NjomH@arc.agric.za ;
41.	Zimbabwe	Louisa Delfin Mutsa MAKUMBE	makumbelouisa@gmail.com ;
42.	Eswatini	Aazorn NZIMA BHEKI	Nzimambheki@gmail.com ;
43.	FAO - SFE	Muleta WAKTOLA	waktola.muleta@fao.org ;
44.	FAO- SFW	Adin BLOUKOUNON GOUBALAN	adin.bloukounongoubalan@fao.org ;

45.	Guinée	Fadima HAIDARA	famache2016@gmail.com ;
46.	FAO- Somalie	Laxman REDDY	laxman.reddy@fao.org ;
47.	FAO- Somalie	Mohamed KHADAR	MohamedKhadar.Mohamed@fao.org ;
48.	Représentante FIDA FAO Gabon	Gislain MOUSSAVOU	ghislainstrozzi@gmail.com ;
49.	Conseiller	Bienvenu NTSOUANVA	bienvnuntsouanva@gmail.com ;
50.	Afrique du Sud	Munewa MATHAVHA	munewar@dalrrd.gov.za ;
51.	Afrique du Sud	Mashudu SILIMELA	mashudus@nda.gov.za ;
52.	FAO Congo	Annie MOLINGOU	annie.molingou@fao.org
53.	FAO Congo	Déséard MBOUSSA	destard.mboussa@fao.org
54.	AU- IAPSC	Delphine KANA FOTSA ELIMBI	KanaD@africanunion.org
55.	EPPAVPA		
56.	CONGOSEM		